



CTR du 6 décembre 2016 : Communiqué

Pas de dialogue social sans engagement respecté !

À l'ordre du jour du dernier CTR de l'année, les organisations syndicales ont découvert que le point crucial de préoccupations douanières du moment, l'état du réseau (particulièrement OPCO AG) et des emplois n'était pas, ou très mal, programmé à l'ordre du jour.

Par le biais de leurs déclarations liminaires, **toutes les organisations syndicales** ont martelé ces exigences de transparence. Au nom de la démocratie sociale et de la clarté nécessaire, sans laquelle beaucoup de nos collègues, travaillant dans des services menacés par les annonces locales, les spéculations, les rumeurs, sont placés dans l'impossibilité d'organiser leur vie professionnelle et personnelle.

À l'issue de la lecture de ces déclarations, **les réponses sont demeurées vagues et imprécises**. Ce qui est inacceptable. **À l'unanimité**, les organisations syndicales ont écourté les débats. Les sujets placés à l'ordre du jour étaient importants (déploiement de l'arme longue, modalités d'organisation du réseau comptable, affectation des recettes budgétaires liées au plan anti-terrorisme), mais les syndicats douaniers ont tous décidé que le dialogue social était dénué de sens dans ces conditions. Il est indispensable, crucial et primordial que les douaniers disposent enfin d'une carte de leur réseau valable pour plusieurs années !

Nous avons donc exigé :

- Que la direction générale communique un **tableau des restructurations à échéance 2020, pour l'ensemble des services douaniers**, OPCO AG compris, à l'image de ce qui a été communiqué pour les seuls services SURV lors du CT du 8 février 2016 ;
- Que les **effectifs de référence (ER)** pour 2017, par DR, **soit fournis à l'appui du PAE** ;
- Que des GT spécifiques se tiennent sur les sujets cruciaux, qui méritent mieux qu'un débat de quelques minutes au milieu d'un CTR (comme par exemple pour le déploiement de l'arme longue).

L'ensemble des points à l'ordre du jour étaient des projets décrets validant des mesures de restructurations. **À l'unanimité** les OS ont voté contre. Le CT est ainsi reconvoqué dès le 15 décembre.

Le temps pour la DG de revoir ses positions et de **nous donner satisfaction sur les trois points énumérés**. La balle est dans son camp. Sans cela, le dialogue social n'est qu'une façade, une parodie de démocratie, à laquelle elles ne se prêteront plus.

Paris, le 6 décembre 2016